

La guerre d'Algérie est-elle finie ? par Boualem Sansal

Front populaire n°4

Nous avons posé cette question à l'auteur de l'inoubliable *Serment des barbares*¹. Depuis l'autre rive de la Méditerranée, il nous a envoyé cette réponse «qui n'est pas un texte d'historien, précise-t-il, mais le texte d'un simple observateur, assidu, des relations algéro-françaises et tout particulièrement de cette fameuse guerre d'Algérie qui les empoisonne et continuera à le faire longtemps, tant il semble que ce soit une nécessité stratégique pour les pouvoirs des deux côtés de la Méditerranée d'avoir ce fer au feu ».

Parler de certaines guerres est parfois plus dangereux que de les vivre au front. On échappera peut-être aux bombardements mais pas aux snipers de l'après-guerre. Malheur aux survivants ! La guerre d'Algérie est de ces guerres revanchardes qui se prolongent dans la paix retrouvée et font plus de dégâts à mesure que le temps passe et que les générations montantes, héritant de l'ignorance des parents, perdent pied dans la vie et ne savent trop dans quelle vendetta elles jouent. Ces guerres, nées d'un rêve héroïque et brutal, se veulent porteuses d'une vérité suprême et se voient comme la bataille d'Armageddon où s'affronteront le Bien et le Mal lors de la fin du monde Mais le charme finissant par se rompre, elles se transforment en une religion féroce, et en un rien de temps les voilà dotées d'un livre sacré, d'une liturgie minutieuse, d'exégèses radicales, de grands prêtres calamiteux et d'une police de la Vérité appliquant des méthodes on ne peut plus archaïques pour confondre les hypocrites Chantées et célébrées jusqu'à l'ivresse, elles deviennent des mythes étouffants pour leurs peuples, une folie politique, et pour les chefs de guerre un formidable fonds de commerce et de prédation.

Si on pose la question de savoir si la guerre d'Algérie est finie, c'est bien qu'elle ne l'est pas. C'est juste, je crois, une façon délicate de venir aux nouvelles avec l'espoir qu'il y a du nouveau sur le front de la paix. Eh bien non. Avec le nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, nommé par le chef d'état-major des armées en personne, la guerre d'Algérie, mise en sommeil par le grabataire Bouteflika et par la guerre des clans pour sa succession, a repris de plus belle. Dès sa prise de fonction, le sergent Tebboune a tiré quelques bons scuds sur Paris pour lui rappeler en peu de mots les priorités et les ultimatums de la nouvelle Algérie combattante. Les relais ont fait le reste. Outre la repentance solennelle et la restitution des œuvres d'art volées, ils exigent une indemnisation chiffrée à 100 milliards d'euros, sans les actions en dommages et intérêts que les citoyens engageront à titre individuel contre l'administration française pour les préjudices qu'eux ou leurs ancêtres ont subis durant la colonisation. Après, disent-ils, on pourra parler de paix et de coopération.

¹¹ Le Sermet des barbares, Gallimard 1999

PLUS D'UN COLONISATEUR

Non, la guerre n'est pas finie, mais le secret-défense jouant, les gens ne savent pas trop à quel niveau de violence elle se situe. Cela dit, leur avis c'est du vent, ils ne savent rien, ils répètent des leçons apprises et les rumeurs semées dans le souk par le vagemestre. Il faut les libérer avant de les écouter. Combien sont-ils qui savent seulement cette chose toute bête, que c'est la France qui a donné ce nom «Algérie» au territoire conquis par elle sur les Ottomans, et ses frontières, valables encore aujourd'hui ? Il n'empêche, dans les régions rebelles du pays, comme la fière Kabylie, on se souvient parfaitement que le pays, qui a vu passer plus d'un colonisateur, a toujours porté le nom berbère que lui avait donné, il y a longtemps, bien avant l'apparition des premiers envahisseurs, un héros légendaire nommé Mazigh, mot signifiant «homme libre». Il créa un royaume autour d'Alger et tout modestement le baptisa Mazghana, qui signifie «le pays de Mazigh», ou «Mon pays» ou encore « le pays libre ». Avec ces matériaux, les habitants fabriquèrent le mot Imazighen, «les hommes libres», pour se désigner eux-mêmes, et Tamazight, «la langue des braves», pour nommer leur dialecte. De se savoir libres et unis dans un beau royaume tout neuf, ils conçurent un sentiment de grande fierté mais aussi de honte provoquée par un paradoxe insoutenable que leurs descendants traîneront jusqu'à nos jours : comment vivre dans un pays dominé et s'appeler *Imazighen* ? Humilier un peuple vaincu est dangereux, les conquérants le savaient, aussi l'ont-ils affublé de noms peu glorieux pour qu'il en rabaisse et file doux. Ils seront appelés «barbares» par les Romains, «Maghrébins» par les Arabes, «ziri» par les Ottomans, «indigènes» par les Français et, dans l'Algérie des colonels révolutionnaires puis des généraux d'affaires, «Algériens », anagramme de «galériens».

Du côté français, l'affaire est aussi étrange. Si l'Algérie fait la guerre à l'avenir pour l'empêcher d'advenir et de pervertir le bon peuple, nationaliste et musulman sincère, estimant meilleur pour lui de vivre dans le passé que l'on sait arranger comme on veut, par acte administratif et incantations coraniques, la France de son côté fait la guerre au passé pour l'empêcher de refaire surface et corrompre le virginal futur. Pour la France de la Marche en avant, le passé n'est que haines et divisions, pesanteurs et blocages, il empêche la société de se déployer sans complexes et d'entrer dans le monde ouvert inclusif qui frappe à la porte, il faut le dénier et balayer ce fatras qui nous vient de l'âge des cavernes, la famille tant patriarcale que matriarcale, le genre, l'écriture à l'ancienne, le terroir, les traditions, et se fondre dans le futur que l'on sait à présent modéliser à sa guise et animer avec de la « com'» innovante. Il serait cohérent que l'Union européenne suive en Marche et abandonne ces noms de pays qui lui viennent de l'Antiquité, et les remplacent par «Pays 1» pour l'Allemagne, «Pays 2» pour la France... «Pays 12» pour la Grèce, «Pays 14» pour Chypre, etc. C'est certes une superstition du passé, mais le principe de prudence est de tous les temps. Pas de «Pays 13», il porterait malheur.

Conséquence directe de la guerre d'Algérie : nous avons au sud une guerre du passé contre l'avenir et au nord une guerre de l'avenir contre le passé. C'est la dérive des continents à contre-pied. Pendant que la plaque africaine encorne la plaque européenne et par subduction, l'enfonce dans le magma incandescent, les rives nord et sud s'éloignent l'une de l'autre, la France du futur ne sait rien de l'Algérie du passé et l'Algérie du passé ignore tout de la France du futur. Comment s'entendre ? Réécrire l'histoire de cette guerre pour la pacifier est une gageure. Benjamin Stora et Abdelmadjid Chikhi, mandatés par Macron et Tebboune pour ce faire, auront du mal

à seulement voir où se trouvent Paris et Alger sur la nouvelle carte et par où passe la ligne de front. Ce sont d'éminents spécialistes du passé et certainement le sont-ils aussi du futur, mais beaucoup pensent qu'au mieux, il sortira de leur sacerdoce un lapin gris, ou blanc d'un côté et noir de l'autre, mort en tout cas; le plus probable en ces temps pandémiques étant une aggravation incontrôlée de la guerre, Macron et Tebboune n'étant pas du genre à beaucoup tergiverser quand il s'agit d'imposer leurs vues.

REPENTANCE

D'aucuns croient que la signature d'un traité d'amitié basé sur la reconnaissance des crimes de la colonisation et la repentance de la France, arrêterait la guerre d'Algérie. Ceux-là ignorent que la paix n'est jamais qu'une perspective, une théorie, une chose à inventer, et que seule la victoire totale écrasante clôt la guerre. Où est-elle, cette victoire? Pas en France qui, en perdant l'Algérie, a perdu la pièce maîtresse de son empire, et la France sans son empire, c'est quoi, une escale touristique, un refuge pépère pour dictateurs déchus. Bien des Français sont désespérés de voir la France éternelle se faire dégager de la cour des grands par des nouveaux venus qui émergent à peine du passé, et pis, se faire tirer comme à la foire par ses ex-sujets. La victoire n'est pas davantage en Algérie, qui a sacrifié ses enfants sans obtenir la liberté rêvée et qui, après avoir dilapidé le trésor laissé par le colonisateur et ruiné la sympathie en or que sa lutte contre le colonialisme lui avait valu sur la scène internationale, a fait un bond en arrière d'un siècle; et voilà que tout est noir sous son ciel blanc, elle est un désespoir pour son peuple, un danger pour ses voisins, une insulte à l'intelligence. À Alger, où siège le gouvernement et où s'entassent 5 millions de personnes étroitement surveillées, on ne sait toujours pas ce que sont la vie et ses commodités. Au fait, qui a dit : « Vous voulez le beurre et l'argent du beurre, vous aurez la guerre et le déshonneur»? Parce que c'est exactement ce qui arrive à ce pays en guerre perpétuelle contre lui-même et contre le monde, sans oublier la chienne Fafa qu'il faut tout spécialement punir, pendant que ses jeunes font le siège des consulats de France pour obtenir le visa de la liberté, se jettent à la mer pour nourrir les poissons ou se vendent aux djihadistes qui offrent argent et épouses en plus du bonheur de mourir pour Allah, et que ses pauvres cadres font des pieds et des mains pour trouver une filière sûre pour exfiltrer leurs enfants en France, puis se saignent aux quatre veines pour les scolariser à l'abri du malheur. Quelle guerre sait faire autant de mal à tant de gens aussi longtemps? On aimerait voir le gouvernement d'Alger reconnaître ses crimes et faire repentance. Le fera-t-il un jour?

Après cette longue introduction, essayons de répondre précisément à la question du jour : la guerre d'Algérie est-elle finie? Question difficile qui renvoie au droit et à ses obscurités.

« ÉVÉNEMENTS »

Commençons par le début : de quelle guerre parle-t-on ? Officiellement, il n'y en a jamais eu entre la France et l'Algérie. Le 5 juillet 1962, l'Algérie s'est séparée de la mère patrie après des négociations et un référendum qui a donné une majorité écrasante au Oui à l'indépendance. La question du statut de certaines populations est restée pendante à un traitement politico-juridique à venir, qui n'est jamais venu, Paris a abandonné à leur sort harkis et pieds-noirs et Alger les a condamnés, mais sans le dire officiellement pour ne pas se voir opposer une quelconque loi de

protection des réfugiés. Juridiquement parlant, il n'y a pas eu de guerre depuis l'intégration en 1848 de cette terre dans le territoire national français, entre l'Ain et l'Allier. Il y a eu des troubles, des révoltes tribales vite écrasées, des tueries, des attentats, bref des «événements». On a utilisé tous les noms mais le bon restait introuvable. On ne pouvait non plus parler de guerre civile, les «indigènes» n'étant pas Français, mais des ombres dans le décor. L'armée française qui opérait «chez elle», avec chars, artillerie, aviation, marine, ne faisait pas la guerre mais du maintien de l'ordre», en appui de la police et de la gendarmerie dépassées par les «événements». Massu, Trinquier, Aussaresses, Bigeard, Godard, la 10e DP (Division parachutiste) et le célèbre l' REP (Régiment étranger de parachutistes) ont été dépêchés d'Indochine en Algérie pour faire du social dans les SAS (Sections administratives spécialisées), les camps de regroupement et, entre deux BA (bonnes actions), goûter aux charmes du bled. Les « indigènes » ne pouvaient non plus se dire en guerre, n'étant pas constitués en État, ni en État-nation. N'étant ni Français ni sujets d'un État, bien qu'ils aient créé un gouvernement provisoire à l'étranger, c'est dans la clandestinité qu'ils luttèrent pour l'indépendance et cette lutte, ils l'ont appelée «Révolution». Au regard de la loi, ils n'étaient pas des combattants mais des hors-la-loi, des fellagas, mot inventé par un malin du 2e Bureau qui avait l'avantage de n'être compris de personne à l'international. Derrière ces «événements» s'en déroulaient d'autres entre les frères ennemis FLN (Front de libération nationale) et MNA (Mouvement national algérien) qui se disputaient à mort la direction de la Révolution.

ARMAGEDDON II

C'est seulement par la loi du 18 octobre 1999 que la France a reconnu la guerre d'Algérie, quarante-cinq ans après son déclenchement et trente-sept ans après sa fin mais à cette date, l'Algérie était prise dans une autre guerre, déclenchée en 1991 par les islamistes du FIS (Front islamique du salut) pour abattre la dictature militaire et instaurer un État islamique. À son tour, cette chose qui a fait 200000 morts n'a pas été reconnue comme une guerre. Après tâtonnements, on lui a trouvé un nom des plus obscurs qui, pour cette raison, a été adopté dans la loi de la Réconciliation nationale : la «Tragédie nationale». Cette loi qui institue l'amnistie, l'amnésie et l'impunité, interdit l'usage en public des mots guerre, guerre civile, islamiste, terroriste, efface les mots victime, responsable, crime de guerre, génocide, appelle égarés les islamistes repentis et délinquants les récalcitrants. Clap de fin. Privés de mots vrais, nous ne savons plus ce qui nous est arrivé et à qui nous plaindre. L'islamisme qui domine la société a été rendu invisible, il n'y a plus en Algérie que des musulmans On dirait que la France en Marche a adopté la méthode, elle ne parle plus de ces choses, elle instruit les attentats islamistes qui continuent de l'endeuiller comme des «actes de déséquilibres». La guerre de France n'aura pas lieu, les «événements» resteront des «événements». Dans ce flou catégorique se posent des questions précises: à quelles juridictions en appeler pour trancher? Sur quelles bases? La seule loi du 18 octobre 1999? Est-elle rétroactive? L'autochtone veut le savoir. Pour lui, la guerre a commencé le 14 juin 1830, mais c'est vrai aussi qu'à ses débuts, elle se faisait contre les Ottomans, maîtres des lieux, ensuite contre des tribus éparses, les unes agissant pour leur compte, les autres ralliées au jeune Abdelkader, adoubé par elles «Émir des croyants».

Autre question : un pouvoir illégal est-il en droit de parler au nom du peuple qu'il a pris en otage? On aimerait savoir ce que la loi française en dit. La France a des principes tirés des Lumières, c'est connu, pourquoi alors traite-t-elle avec le gouvernement fantoche d'Alger? Il représente la junte, dont il ne sait de ses chefs que leurs pseudos. Cette junte est le drame de l'Algérie, elle l'est aussi pour la France et le serait pour le monde si elle disposait de l'arme atomique. Au fait, cette même loi reconnaît-elle à la France le droit de torturer ses colonisés, comme elle l'a fait avec zèle lors de la bataille d'Alger? Les interpellations ne manquent pas quand on sort de la légalité.

Cela dit, on ne peut pas tout mettre sur le compte de notre guerre d'Algérie, quatre autres guerres s'y sont greffées au fil du temps : la guerre que le pouvoir fait au peuple et qui a ses prolongements en France via les Franco-Algériens ; celle que les islamistes du FIS ont déclarée à la Junte d'Alger et à la France qui la soutient, et se poursuit en France à travers leurs recrues dans les BFL (les banlieues françaises libres); la troisième est la « guerre de sécession » que les BFL font à la mère patrie, avec l'ambition de rééditer la grande Séparation du 3 juillet 1962 (NDLR: date de la reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Algérie), la quatrième est la guerre que les clans au pouvoir se font à domicile et en France via leurs agents locaux pour l'obliger à faire le bon choix. La cinquième arrive, avec le vaccin et la reprise des grandes manifs de 2019, la mère des batailles, Armageddon II, Hirak contre Junte. Elle sèmera la dévastation dans le monde, 45 millions d'Algériens, diaspora comprise, prêts à mourir pour la liberté face à 100 généraux prêts à provoquer l'apocalypse sur terre pour se maintenir au pouvoir.

C'est l'histoire des vases communicants, ce qui part d'ici apparaît là-bas et vice-versa. Macron est gentil mais son enthousiasme juvénile nous perdra. Il a cru bien faire en sautant au cou du vieux Tebboune, sans voir qu'il ne vaut pas un clou maintenant qu'il a perdu son protecteur, le généralissime Gaïd Salah. L'ardeur du néophyte a encore frappé, comme les autres il s'est pris les doigts dans l'engrenage sans fin des « événements » d'Algérie. Le malheureux a cru que les choses vont comme on veut qu'elles aillent alors que nous allons comme elles veulent que nous allions.

La conclusion générale est qu'à force de tout mal nommer, on en arrive à ne plus savoir de quoi on parle. L'Algérie est une zone d'« événements » depuis la disparition de Mazigh et le restera jusqu'à son retour. Boualem Sansal